La crise des droits humains au Nicaragua

Le 42eme Congrès de la FIDH, attendu que :

Le Nicaragua a commémoré le septième anniversaire du soulèvement citoyen qui a déclenché une répression brutale de l'État, faisant 355 victimes mortelles documentées, des centaines de blessé·es et de disparu·es, et instauré un régime qui a institutionnalisé la terreur et l'impunité. La violence et les poursuites politiques ont déclenché un exode massif sans précédent ; des centaines de milliers de Nicaraguayen·nes ont été contraint·es à l'exil, cherchant refuge principalement aux États-Unis, au Costa Rica et dans d'autres pays, où ils·elles sont confronté·es à des crises humanitaires et sécuritaires.

Le régime Ortega-Murillo a consolidé son appareil répressif par des fraudes électorales, des lois bâillons, des procès illégaux et, récemment, une réforme de la Constitution politique qui lui a attribué le contrôle de tous les pouvoirs de l'État. Il a également fait de Rosario Murillo une « coprésidente », a donné au gouvernement le pouvoir de retirer la nationalité, a supprimé la pluralité politique et la liberté d'expression, a légalisé les paramilitaires et a autorisé le recours à l'armée contre les « menaces » visant le pouvoir, établissant ainsi un cadre juridique pour l'exercice de nouvelles formes de répression.

Ces dernières années, la privation arbitraire de liberté a été systématique. Actuellement, 53 personnes sont incarcérées dans le pays en tant que prisonnier·ières d'opinion, dont 7 femmes, soumises à des traitements cruels, inhumains et dégradants, voire à des actes de torture. Parmi elles, 14 personnes sont en situation de disparition forcée.

Le régime a intensifié la répression par diverses formes de persécution ; révocation de la nationalité de plus de 300 personnes, dont des opposant·es et des défenseur·es des droits humains, les condamnant à l'apatridie, à la mort civile et à l'exil. En outre, il brise le droit à la liberté de circulation en empêchant l'entrée dans le pays, non seulement à des personnalités critiques ou considérées comme opposantes. La répression touche également la liberté de culte : les processions sont interdites, les fidèles sont surveillés à l'intérieur des églises, les prêtres sont menacés, criminalisés, condamnés et exilés.

La société civile est la cible de persécutions : plus de 5 000 organisations, dont des ONG, des médias indépendants et des universités, ont vu leur personnalité juridique annulée, ont été dissoutes et leurs biens confisqués.

Parmi les premières victimes se trouve le CENIDH, une organisation historique qui, malgré les persécutions et les restrictions de toutes sortes, poursuit son engagement en faveur des droits humains au Nicaragua.

À ce jour, aucune suite n'a été donnée aux recommandations des organismes internationaux de défense des droits humains. Au contraire, depuis le début de l'année, la décision a été prise de se retirer de six organisations multilatérales des Nations unies – la FAO, le Conseil des droits humains, l'OIT, l'OIM, l'UNESCO et le HCR – les accusant de « déstabilisation » et « d'ingérence ». Cependant, cet isolement volontaire ne dispense pas l'État de ses obligations internationales et ne prive pas la population de ses droits fondamentaux.

Il est évident que le régime Ortega-Murillo incarne le déni intégral des droits humains au niveau régional et, pourquoi ne pas le dire, au niveau mondial. Il a fait du Nicaragua un terrain propice à la peur et à la répression incessante, à l'appauvrissement et à l'endoctrinement politique obligatoire dès le système éducatif. La FIDH n'est pas étrangère à toutes ces situations, car elle a accompagné le CENIDH en tant que membre de cette Fédération dans différentes instances, et a été témoin de la cruauté que vit le peuple.

Par conséquent, le 42eme Congrès de la FIDH :

- Condamne la répression brutale et la violation de l'état de droit et des droits humains de la population au Nicaragua et en exil par le régime Ortega-Murillo.
- Exige de l'État nicaraguayen qu'il mette fin à la persécution des opposant·es et des défenseur·es des droits humains à l'intérieur et à l'extérieur du pays, qu'il apporte la preuve que les 14 personnes disparues sont en vie, et qu'il libère les 53 prisonnier·ières politiques, y compris celles et ceux qui sont assigné·es à résidence.
- Demande à la communauté internationale et la remercie de continuer à faire preuve de solidarité, de son accueil, et de la régularisation des Nicaraguayen·nes exilé·es. Et demande au BEAO et au SIDH de maintenir leur surveillance sur le régime Ortega-Murillo.
- Nous nous joignons à l'appel humanitaire pour demander la fin des persécutions, des guerres et des massacres dans le monde.